TABLE ANALYTIQUE ET NOMINATIVE

DES

DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

SESSION DE 1951

DU 9 JANVIER 1951 AU 29 DÉCEMBRE 1951

ANNEXES AUX PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

PROPOSITIONS ET PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION — DEMANDES D'AVIS — RAPPORTS

TABLE ANALYTIQUE

ANNÉE 1951

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1. Proposition de résolution, présentée par M. Paul Catrice et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, n° **20** (p. 14).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Joseph Dumas, député, sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **247** (p. 275).

ACTION SOCIALE. — Voy.: AFFAIRES SOCIALES, § 1, 2.

ADMISSION EN NOUVELLE-CALEDONIE. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer abrogeant le décret du 9 août 1947 portant modification du décret du 13 juillet 1937 réglementant l'admission des Français et des étrangers en Nouvelle-Calédonie, n° **229** (p. 253). — Rapport de M. Michard-Pellissier, n° **337** (p. 385).

ADOPTION

1. — Proposition, présentée par M. Jean Scelles, Mme Lefaucheux, Mlle Le Ber, MM. Albrand, Boluix-Basset, général Delmas, Gaignard, Jousselin, Le Guénédal, Michalet et Vignes, tendant à la modification de l'article 344 du code civil sur l'adoption dans la métropole, l'Algérie, dans les départements et territoires d'outre-mer, n° **222** (p. 248).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 2 du décret n° 49-1595 du 14 décembre 1949, rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la loi n° 49-572 du 23 avril 1949, permettant le changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive et modifiant les articles 350, 364 et 369 du code civil, n° **242** (p. 267).

3. Proposition, présentée par M. Jean Scelles, Mme Lefaucheux, Mlle Le Ber, MM. Albrand, Boisdon, Boluix-Basset, Borrey, Boussenot, le général Delmas, Delpuech, Gaignard, Jousselin, Le Guénédal, Michalet, Raphaël-Leygues et Vignes, tendant à la modification de l'article 368 du code civil sur la légitimation adoptive dans la métropole, l'Algérie, dans les départements et territoires d'outre-mer, n° **329** (p. 379).

AFFAIRES SOCIALES. — Voy. aussi STATISTIQUES.

1. Proposition, présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber, MM. Louis Jousselin et Scelles, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour favoriser le progrès social des populations de l'intérieur de la Côte française des Somalis, n° **12** (p. 7).

2. Proposition de résolution, présentée par M. Paul Catrice, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi donnant une large place et accordant valeur représentative aux communautés autochtones traditionnelles dans le développement de la législation sociale et dans l'application de l'action sociale des territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle, n° **138** (p. 175).

3. Proposition, présentée par M. Borrey, président de la commission des affaires sociales, au nom de cette commission, tendant à demander au Gouvernement d'intensifier effectivement et d'urgence l'action sociale en faveur des Nord-Africains en France, n° **147** (p. 182). — Rapport de M. Borrey, n° **152** (p. 183).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, M. le ministre de la France d'outre-mer et M. le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, précisant les attributions du service des affaires sociales d'outre-mer en application de la loi validée n° 665 du 19 novembre 1943, n° **155** rectifié (p. 184). — Rapport de M. Borrey, n° **158** (p. 185).

5. Proposition, présentée par M. Paul Catrice, tendant à demander au Gouvernement de déposer un projet de loi titularisant les contrôleurs sociaux nord-africains sous l'appellation et avec les fonctions de conseillers sociaux nord-africains, n° **204** (p. 233).

6. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 82 concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, n° **269** (p. 304).

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE. — Voy.: ASSEMBLÉES LOCALES, §§ 3, 4, 5. — CAISSES DE SOUTIEN, § 2. — CHEFS COUTUMIERS. — DROITS FONCIERS, §§ 1, 2, 4, 5. — JUSTICE, V, §§ 3, 8. — LOCAUX, § 9. — MUNICIPALITÉS, § 2. — TRAVAIL, § 5.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voy.: ASSEMBLÉES LOCALES, §§ 3, 4, 5. — CAISSES DE SOUTIEN, § 1. — CHEFS COUTUMIERS. — CHEMINS DE FER. — DOMAINE PUBLIC. — DROITS FONCIERS, §§ 1, 2, 4, 5. — FINANCES, § 12. — JUSTICE, II, § 3; V, §§ 5, 7. — LOCAUX, §§ 2, 7, 8. — MUNICIPALITÉS, § 2. — PERSONNEL CIVIL DES ETATS-MAJORS. — SANTÉ, § 3.

ALGERIE. — Voy.: A. U. F., IX, §§ 1, 6. — AVEUGLES, §§ 1, 3. — CONSEIL ÉCONOMIQUE, § 2. — CONSEIL DES PRUD'HOMMES. — ELECTION, § 1. — HYDRAULIQUE, § 2. — JUSTICE, III. — PROXÉNÉTISME. — SANTÉ, §§ 1, 4. — TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS.

ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES. — Voy. : TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS.

ALLOCATION-LOGEMENT. — Voy. : TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS.

ANCIENS COMBATTANTS. — Voy. : PENSIONS

ANDRE (Max).
Voy. : A. U. F., V.

ANTONINI.

Voy. : CAISSES DE SOUTIEN, § 1. — EXPOSITIONS, § 1. — FINANCES, §§ 3, 9. — LOCAUX D'HABITATION, §§ 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8. — OR, § 2.

APPRENTISSAGE. — Voy. : ENSEIGNEMENT, §§ 1, 9. — F. I. D. E. S., § 4.

ARBOUSSIER (d').
Voy. : PACTES.

ARTISANAT. — Proposition, présentée par M. Paul Catrice, tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le maintien et le développement de l'artisanat dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, n° **136** (p. 174).

ASSEMBLEES DE GROUPES ET LOCALES

1. — Rapport de M. Roulleaux-Dugage, au nom de la commission de politique générale, sur la demande d'avis, n° 110 (année 1948), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une Assemblée représentative territoriale à Saint-Pierre et Miquelon, n° **55** (p. 57).

2. Proposition de résolution, présentée par MM. H.-G. Gaignard, F. Borrey, P. Corval, P. Gentet, G. Monnet, Kémajou, L. Delmas, J.-C. Périer, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter d'urgence les lois prévues par la Constitution et déterminant le statut des Assemblées locales des territoires d'outre-mer, n° **218** (p. 247). — Cette proposition a été retirée (séance du 28 décembre 1951).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur : 1° le projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; 2° le projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées représentatives en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar ; 3° la proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à instituer au Cameroun et au Togo des assemblées territoriales conformes à la Constitution ; 4° la proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à instituer en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française des assemblées territoriales conformes à la Constitution ; 5° la proposition de loi de M. Aubame et plusieurs de ses collègues relative à la formation des assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, à l'exception de la Côte française des Somalis et du territoire de Saint-Pierre et Miquelon ; 6° la proposition de loi de M. Diallo Yacine et plusieurs de ses collègues tendant à instituer les assemblées territoriales de l'Afrique occidentale française, n° **251** (p. 287). — Rapport de M. Roulleaux-Dugage sur § 1°, n° **254** (p. 288). — Rapport de M. Corval sur §§ 2, 3, 4, 5, 6, n° **255** (p. 289). — Deuxième rapport de M. Longuet sur §§ 2, 3, 4, 5, 6, n° **256** (p. 289).

4. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-1629 du 29 août 1947, fixant le régime électoral la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, dites grands conseils, n° **265** (p. 298).

5. Proposition, présentée par MM. Laurin, Oudard, Foccart, Delmas et les membres du groupe du rassemblement du peuple français, tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation des gouvernements généraux et des grands conseils d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française et celle des territoires qui en dépendent pour dispenser à ces derniers l'autonomie administrative et financière à laquelle se trouvent subordonnés leur évolution et leur développement économique, n° **350** (p. 410).

ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE. — Voy. aussi : AVIATION, § 3. — ELECTIONS, § 2. — F. I. D. E. S., § 2. — FINANCES, § 9.

I. — **Allocutions.**

1. Allocution, prononcée par M. Albert Sarraut, président d'âge, n° **1** (p. 1).

2. Allocution, prononcée par M. Jacques Fourcade, président de l'Assemblée de l'Union française, n° **5** (p. 3).

3. Allocution, prononcée par M. Albert Sarraut, président de l'Assemblée de l'Union française, n° **177** (p. 197).

II. — **Commissions.**

Proposition de résolution, présentée par M. Griaule et Mme Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles à la demande de cette commission, tendant à modifier l'article 23 du règlement de l'Assemblée de l'Union française en vue de rétablir la dénomination première de la commission des affaires culturelles en lui rendant son titre de « commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer », n° **314** (p. 362).

Rapport de M. Ramampy, n° **347** (p. 407).

III. — **Comité d'information de la F. O. M.**

Proposition, présentée par M. H.-G. Gaignard au nom de la commission d'information, tendant à demander au Gouvernement de prévoir, au sein du comité d'information de la France d'outre-mer, une représentation de l'Assemblée de l'Union française, n° **182** (p. 200).

IV. — **Crédits.**

1. Rapport de M. Cazelles, au nom de la commission de comptabilité sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes annexes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1949, n° **124** (p. 163).

2. Rapport de M. Cazelles, président de la commission de la comptabilité, au nom de cette commission sur le projet de proposition portant prévision de crédits supplémentaires à l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, n° **178** (p. 197).

3. Rapport de M. Cazelles, président de la commission de la comptabilité, au nom de cette commission sur le projet de résolution portant prévision des crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1952, n° **263** (p. 297).

V. — **Inéligibilité.**

Proposition de résolution, présentée par M. Max André, tendant à demander à l'Assemblée nationale de n'édicter à l'encontre des conseillers de l'Union française aucune inéligibilité du fait des missions officielles remplies par eux au nom de l'Assemblée de l'Union française, n° **156** (p. 185). — Rapport de M. Cazelles, n° **160** (p. 185).

VI. — **Poursuites.**

1. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **9** (p. 4).

2. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **95** (p. 108).

3. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **166** (p. 188).

4. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **219** (p. 247).

5. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **249** (p. 284).

VII. — **Règlement.**

1. Proposition de résolution, présentée par M. Alfred Bour, au nom de la commission du règlement et des pétitions, tendant à modifier les articles 13 et 102 du règlement de l'Assemblée, n° **15** (p. 9). — Rapport de M. Alfred Bour, n° **18** (p. 13).

2. Proposition de résolution, présentée par M. Alfred Bour, président de la commision du règlement et des pétitions, au

nom de cette commission, tendant à modifier la résolution (n° 1, année 1948), portant règlement de l'Assemblée de l'Union française, n° **97** (p. 108). — Rapport de M. Oreste Rosenfeld, n° **102** (p. 117).

VIII. — **Revision constitutionnelle.**

1. Proposition de résolution, présentée par MM. Georges Boussenot et Laurent-Eynac, tendant à inviter l'Assemblée nationale à comprendre dans l'élaboration du projet de loi portant revision constitutionnelle, après avis de l'Assemblée de l'Union française, toutes dispositions pour préciser et renforcer les attributions et pouvoirs de cette assemblée, n° **53** (p. 54).

Cette proposition de résolution a été retirée (séance du 13 mars 1951).

2. Proposition de résolution, présentée par MM. Georges Boussenot et Laurent-Eynac et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, demandant à l'Assemblée nationale de soumettre, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française, tout projet ou toute proposition de loi tendant à la revision constitutionnnelle et qui comporterait des dispositions intéressant l'Union française et les organes dont elle est composée, n° **76** (p. 86). — Rapport de M. Georges Boussenot, n° **123** (p. 161).

IX. — **Vérification des pouvoirs.**

1. Rapport de M. Le Brun Kéris, au nom du quatrième bureau, sur la vérification des pouvoirs des conseillers de l'Union française désignés par l'Etat associé du Viet-Nam, n° **157** (p. 185).

2. Rapport de Mme Marianne Verger, au nom du deuxième bureau, sur la vérification des pouvoirs de MM. Gorse et Margueritte (élection par l'Assemblée nationale en remplacement de MM. Boutbien et Savary), n° **221** (p. 248).

3. Rapport de M. Mademba Racine, au nom du deuxième bureau, sur la vérification des pouvoirs de M. Roclore (élection par l'Assemblée nationale en remplacement de M. Estèbe) et de MM. Cornet et Delpuech (élection par le Conseil de la République en remplacement de MM. Fourcade et Laforest), n° **253** (p. 288).

4. Rapport de M. Jean Scelles, au nom du premier bureau, sur la vérification des pouvoirs de M. Milhe-Poutingon (élection par l'assemblée algérienne en remplacement de M. Blachette), n° **262** (p. 297).

5. Rapport de M. F. Borrey, au nom du troisième bureau, sur la vérification des pouvoirs de M. Schock (élection par le territoire de la Haute-Volta en remplacement de M. Conombo), n° **272** (p. 310).

6. Rapport de M. Jean Scelles, au nom du premier bureau, sur la vérification des pouvoirs de M. Bentchicou (élection par le département de Constantine en remplacement de M. Bengana), n° **301** (p. 355).

AUBERT

Voy. : Caisse de soutien, § 1.

AUTONOMIE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE. — Voy. : Assemblées de groupe, § 5.

AVEUGLES. — Voy. aussi : Commémorations, § 2. — Santé, § 1er.

1. Proposition, présentée par MM. Jean Scelles, Abdesselam, Ben Gana, Mlle Le Ber, MM. Boluix-Basset, Dr Borrey, Dr Boussenot, Paul Catrice, Cianfarani, le général Delmas, Laurent-Eynac, Jousselin, Mme Lefaucheux, MM. Meyer, Michalet, Morel, René Moreux, de Perreti, Alfred Bour, Paul Simon, Mme Verger, MM. Vignes et Zinsou, tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'assemblée algérienne un projt de décision en vue de compléter les dispositions du décret 47-1751 du 8 septembre 1947, relatif à la protection sociale des aveugles en Algérie, n° **24** (p. 27). — Rapport de M. Joseph Bégarra, n° **126** (p. 166).

2. Rapport de M. Joseph Bégarra, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition n° 271 (année 1950) de M. Jean Lapart, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à étendre à tous les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi du 2 août 1949 concernant l'aide aux aveugles civils, n° **125** (p. 164).

3. Rapport de M. Joseph Bégarra, au nom de la commission des affaires sociales, sur : 1° la proposition n° 310 (année 1950) de MM. Bégarra, Lapart et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'assemblée algérienne un projet de décision en vue d'étendre à l'Algérie la législation métropolitaine protégeant les aveugles et les grands infirmes civils ; 2° la proposition n° 24 (année 1951) de MM. Jean Scelles, Abdesselam, Ben Gana, Mlle Le Ber, MM. Boluix-Basset, Dr Borrey, Dr Boussenot, Paul Catrice, Cianfarani, le général Delmas, Laurent-Eynac, Jousselin, Mme Lefaucheux, MM. Meyer, Michalet, Morel, René Moreux, de Peretti, Alfred Bour, Paul Simon, Mme Verger, MM. Vignes et Zinsou, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'assemblée algérienne un projet de décision en vue de compléter les dispositions du décret 47-1751 du 8 septembre 1947, relatif à la protection sociale des aveugles en Algérie, n° **126** (p. 166).

AVIATION

1. Proposition, présentée par M. Jean Scelles, Mlle Le Ber, MM. Borrey, l'abbé Catrice, le général Delmas, Griaule, Laurent-Eynac, René Moreux, Randretsa, Schmitt, tendant à inviter le Gouvernement à développer l'aviation légère, sportive et sanitaire dans l'Union française, n° **52** (p. 53).

2. Proposition, présentée par MM. le général Plagne, Abdesselam, G. d'Arboussier, le docteur Borrey, Cianfarani, Darlan, Hazoumé, Léon, Nignan, tendant à inviter le Gouvernement à amplifier en faveur de l'Union française les moyens du service de l'aviation légère et sportive, n° **71** (p. 80).

3. Proposition, présentée par MM. Borrey, Momo Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à inclure parmi les membres de droit du conseil supérieur de l'aviation marchande des représentants des différentes assemblées et en particulier un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **185** (p. 202). — Avis de M. le général Plagne, n° **315** (p. 362). — Rapport de M. Borrey, n° **346** (p. 406).

B

BARBE

Voy. : Elections, § 1.

BAUX. — Voy. : Locaux professionnels, § 8.

BEGARRA

Voy. : Aveugles, §§ 1, 2, 3. — Militaires, § 1. — Personnel civil des etats-major.

BICHON (Colonel).

Voy. : Sinistrés, § 3.

BIEN DE FAMILLE. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, relatif à la constitution d'un bien de famille insaisissable dans les établissements français de l'Océanie, n° **328** (p. 372).

BOISDON

Voy. : Citoyenneté. — Justice, II, §§ 1, 2, 3. — V, §§ 1, 2, 3, 4, 5, 6. — Organisation administrative, § 3.

BOITEAU

Voy. : Réserve naturelle.

BORREY

Voy. : Affaires sociales, §§ 3, 4. — A. U. F. — IX, § 5. — Aviation, § 3. — Comptabilité sociale. — Justice, I, § 1. — Pensions. — Santé, §§ 1, 3. — Théatre, § 2.

BOUDA

Voy. : F. I. D. E. S., § 1.

BOUR

Voy.: A. U. F., VII, §§ 1, 2. — Conseil économique, § 1. — Elections, § 2. — Notaires. — Santé, § 3.

BOURGAREL

Voy.: Chemins de fer.

BOUSSENOT

Voy.: A. U. F., VIII, §§ 1, 2. — Immigration, § 2. — Sinistrés, §§ 1, 4.

BOYSSON (de)

Voy.: Indépendance politique.

BRAILLE

Voy.: Commémorations, § 2.

BRAZZA

Voy.: Commémoration, § 1.

BUI THE PHUC

Voy.: Enseignement, § 7.

BUU KINH

Voy.: Santé, § 3.

BUDGETS. — Voy.: Finances, §§ 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

C

CACAO. — Voy.: Caisses de soutien, § 2.

CAFE. — Voy.: Caisses de soutien, § 2.

CAISSES DE SOUTIEN

1. Avis de M. Paul Antonini, au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis (n° 266, année 1950), transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification du décret du 2 octobre 1946 instituant en Afrique équatoriale française une caisse de soutien du coton, n° **13** (p. 8). — Rapport supplémentaire de M. Michel Aubert, n° **191** (p. 207). — Avis supplémentaire de M. Antonini, n° **199** (p. 222).

2. Proposition, présentée par M. Cazelles et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française, n° **331** (p. 373).

CAMBODGE. — Voy.: Juridiction supérieure. — Justice, V, § 6. — Plan, § 1.

CAMEROUN. — Voy.: Assemblées locales, § 3. — Chefs coutumiers. — Droits fonciers, §§ 1, 2, 4, 5. — Justice, II, § 1. — Municipalités, § 2.

CATRICE

Voy.: Accidents du travail, § 1. — Affaires sociales, §§ 1, 2, 5. — Artisanat. — Coopératives de production, § 1. — Déserts. — Diffusion des écrits. — Enfance inadaptée. — Enseignement, §§ 1, 4, 8, 9, 10. — Immigration, § 1. — Recensement. — Relations culturelles. — Santé, §§ 1, 2. — Travail, § 1. — Travailleurs indochinois. — Travailleurs nord-africains.

CAZELLES

Voy.: A. U. F., IV, §§ 1, 2, 3, V. — Caisses de soutien, § 1. — Concession de terrain rural. — Office interprofessionnel des fibres végétales.

CHANGE. — Voy.: Fiscalité, § 2.

CHARLIER

Voy.: Emprunt, § 2. — Plan, § 6.

CHEFS COUTUMIERS

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Razac, sénateur, et plusieurs de ses collègues, relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, n° **29** (p. 33).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de M. Saller, sénateur, et plusieurs de ses collègues, relative au statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, n° **179** (p. 197). — Rapport de M. Jousselin, n° **275** (p. 311).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Conombo et plusieurs de ses collègues, députés, relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, n° **211** (p. 240). — Rapport de M. Jousselin, n° **275** (p. 311).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, n° **246** (p. 274). — Rapport de M. Jousselin, n° **275** (p. 311).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Razac, sénateur et plusieurs de ses collègues, relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, n° **248** (p. 282). — Rapport de M. Jousselin, n° **275** (p. 311).

CHEMINS DE FER. — Voy.: Finances, §§ 10, 11.

Rapport de M. André Bourgarel, au nom de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique et des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis n° 123 (année 1950), de M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Mamadou Konaté et plusieurs de ses collègues députés, tendant à la création d'un « cadre unique » du personnel des chemins de fer d'Afrique occidentale française, n° **84** (p. 98). — Rapport supplémentaire de M. Bourgarel, n° **99** (p. 110).

CITOYENNETE. — Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice et des affaires administratives et domaniales, sur la proposition n° 165 (année 1950), de M. Daniel Boisdon, et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, tendant à obtenir l'étude par le Gouvernement et le vote par le Parlement d'une loi définissant le contenu de la citoyenneté de l'Union française, n° **207** (p. 236). — Avis de M. Corval, n° **308** (p. 359).

CODE DE LA NAVIGATION FLUVIALE. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Durand-Réville, sénateur, tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° **241** (p. 262).

COLLECTIVITES AUTOCHTONES ET LOCALES. — Voy.: aussi Missions, § 2.

1. Proposition, présentée par M. Jousselin, tendant à inviter le Gouvernement à faire dresser la liste des collectivités autochtones de l'Algérie, des territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle, n° **117** (p. 144). — Rapport de M. Jousselin, n° **287** (p. 343).

2. Rapport de M. P. Longuet, au nom de la commission de politique générale sur: *a*) la proposition de résolution n° 216 (année 1948), de MM. Lombardo, Barbé, d'Arboussier, Mlle G. Autissier, et des membres du groupe communiste et apparentés, et du groupe du rassemblement démocratique africain, conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar; *b*) la proposition de résolution, n° 287 (année 1948), de MM. Vendenboomgaërde, Razac, Vauthier, Jousselin, et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi portant réorganisation de collectivités locales et des conseils de districts à Madagascar (archipel des Comores excepté); *c*) la proposition de résolution, n° 389 (année 1948), de M. Lapart et des membres du groupe socialiste, conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant organisation des collectivités locales à Madagascar, n° **250** (p. 284). — Deuxième rapport de M. Longuet, n° **343** (p. 400).

COMBATTANTS D'INDOCHINE ET DE COREE

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de MM. Frédéric-Dupont et Léon Noël, députés, tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, n° **252** (p. 288). — Rapport de M. Foccart, n° **286** (p. 343).

2. Proposition, présentée par M. J. Raphaël-Leygues et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à inviter le Gouvernement à créer une médaille commémorative de la campagne d'Indochine, n° **294** (p. 352).

COMMEMORATIONS - HOMMAGES

1. Proposition, présentée par MM. Scelles, Boisdon, Corval, le général Delmas, Juge, La Gravière, Le Guénédal, Moreux, les membres du groupe du mouvement républicain populaire et MM. Borrey, Diop Babakar, Hazoumé, Laurent-Eynac, Laurin, Raphaël-Leygues et Sousatte, tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza, n° **296** (p. 352). — Rapport de M. P. Hazoumé, n° **327** (p. 370).

2. Proposition, présentée par MM. Scelles, Catrice, Corval, le général Delmas, Jousselin, Juge, La Gravière, Moreux, les membres du groupe du mouvement républicain populaire et MM. Bui The Phuc, Borrey, Guyard, Nguyen Huy Lai, Sousatte, de La Vasselais et Mme la Princesse Yukanthor, tendant à demander au Gouvernement de commémorer le centenaire de la mort de Louis Braille dans l'Union française, de transférer son corps au Panthéon, et de permettre aux aveugles l'accès de la culture tant en français que dans les diverses langues de l'Union française, grâce aux adaptations du système Braille, n° **297** (p. 352).

3. Motion, présentée par MM. Emmanuel La Gravière, Paul Catrice, Francis Borrey et Jean Scelles, exprimant l'hommage de l'Assemblée de l'Union française à la personne de M. le docteur Albert Schweitzer, n° **309** (p. 360). — Rapport de M. Borrey, n° **311** (p. 361).

COMMERÇANTS ETRANGERS

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi complétant le décret du 5 janvier 1940 relatif à l'exercice de la profession commerciale dans les établissements français de l'Océanie, instituant une carte de commerçant pour les étrangers, n° **43** (p. 46).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi complétant le décret du 5 janvier 1940 relatif à l'exercice de la profession commerciale dans les établissements français de l'Océanie, instituant une carte de commerçant pour les étrangers, n° **293** (p. 351).

COMMUNAUTES D'ENTREPRISES. — Voy.: Coopératives de production, § 1.

COMORES. — Voy.: Justice, II, § 3; V, §§ 1, 9. — Municipalités, § 4. — Rentes viagères, § 1. — Sinistrés, §§ 1, 4.

COMPTABILITE SOCIALE. — Avis de M. Borrey, au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition (n° 189, année 1950) de MM. Jousselin, de Peretti et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, tendant à l'institution d'une comptabilité sociale de l'Union française, n° **10** (p. 5).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR. — Voy.: Finances, § 7.

CONCESSION DE TERRAIN RURAL. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, attribuant à titre provisoire à la Société agricole de la Kotto une concession de terrain rural dans le territoire de l'Oubangui-Chari, n° **181** (p. 200). — Rapport de M. Cazelles, n° **332** (p. 374).

CONFLITS DU TRAVAIL. — Voy.: Travail, § 4.

CONGE AUX LOCATAIRES. — Voy.: Locaux, § 3.

CONNAISSANCE ET COMPREHENSION MUTUELLES DES PEUPLES ET DES RACES. — Voy.: Diffusion des écrits.

CONOMBO

Voy.: F. I. D. E. S., § 1.

CONSEILS DE DISTRICT. — Voy.: Organisation administrative, § 5.

CONSEIL ECONOMIQUE

1. Rapport de M. Th. Thémia, au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition n° 63 (année 1950) de M. Paul Estèbe, conseiller de l'Union française, tendant à accorder aux départements d'outre-mer une représentation au Conseil économique, n° **113** (p. 134). — Avis de M. Alfred Bour, n° **115** (p. 144).

2. Proposition, présentée par MM. Scelles, Paul Catrice, Corval, La Gravière, Jousselin, de Peretti, K. Vignes, tendant à inviter le Gouvernement à intervenir d'urgence pour que soit augmentée, dans la représentation métropolitaine au Conseil économique, la part revenant à l'Algérie, n° **162** (p. 186).

CONSEILS GENERAUX. — Voy.: Assemblées locales, § 3.

CONSEILS DES PRUD'HOMMES. — Proposition de résolution, présentée par MM. Scelles, Jousselin, Mlle Le Ber, MM. Paul Catrice, La Gravière, René Moreux et de Peretti, tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre à l'Algérie le droit de représentation syndicale devant les conseils des prud'hommes, n° **161** (p. 185).

CONTROLEURS SOCIAUX. — Voy.: Affaires sociales, § 4.

COOPERATIVES DE PRODUCTION

1. Proposition, présentée par M. Paul Catrice, tendant à demander au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faciliter le développement, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, de certaines formes sociales, telles que les communautés d'entreprise et les coopératives de production, qui paraissent pouvoir être le mieux appropriées aux besoins particuliers des populations autochtones, n° **137** (p. 175).

2. Rapport de M. Paul Tétau, au nom de la commission des affaires économiques, sur: 1° la proposition de résolution n° 145 (année 1949) de M. Georges Boussenot et des membres du rassemblement des gauches républicaines, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi intéressant les coopératives de production des territoires d'outre-mer à la formation de sociétés anonymes qui exercent leurs activités dans ces territoires et bénéficient d'avantages particuliers de la puissance publique; 2° la proposition de résolution n° 242 (année 1949) de MM. Jousselin, Thémia, Mlle Le Ber et les membres du groupe M. R. P., conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi fixant la participation des autochtones au capital des entreprises exerçant leur activité outre-mer, n° **129** (p. 170).

COQUART

Voy.: Elections, §§ 1, 6.

CORTINCHI

Voy.: F. I. D. E. S., § 3. — Fonctionnaires, § 3.

CORVAL

Voy.: Assemblées de groupes et locales, § 3. — Citoyenneté. — Haut conseil. — Organisations administratives, § 3.

COTE DES SOMALIS. — Voy.: Affaires sociales, § 1. — Justice, V, §§ 2, 10.

COTON. — Voy.: Caisses de soutien, § 3.

D

DELINQUANCE JUVENILE. — Voy.: Justice, I.

DAHOMEY. — Voy.: Evénements de Porto-Novo.

DELMAS (Général).

Voy.: Sécurité dans le Pacifique.

DELMAS (Louis).

Voy.: Plan, § 4

DEMOGRAPHIE. — Voy.: Statistiques.

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy.: Conseil économique, § 1. — Organisation administrative, § 2.

DESERTS. — Proposition présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber et M. Louis Jousselin, tendant à demander au Gouvernement: 1° de développer toutes institutions et organisations utiles en vue de l'étude scientifique des déserts et des zones arides, et de l'amélioration des conditions de vie dans les régions de l'Union française qui rentrent dans ces catégories; 2° de collaborer étroitement aux travaux entrepris sous l'égide de l'U. N. E. S. C. O. pour l'étude scientifique des déserts et des zones arides, et pour l'amélioration des conditions de vie de ces régions, n° **11** (p. 5). — Rapport de M. Paul Catrice, n° **118** (p. 145). — Avis de M. Sérot, n° **120** (p. 154).

DIFFUSION DES ECRITS. — Rapport supplémentaire de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition n° 119 (année 1949) de M. Jousselin et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la diffusion des écrits de nature à développer la connaissance et la compréhension mutuelles des peuples et des races, n° **38** (p. 42).

DO HUU THINH

Voy.: Emprunt, § 1. — Finances, §§ 4, 7, 15.

DOMAINE PUBLIC. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par le ministre de la France d'outre-mer, portant modification des articles premier et troisième du décret du 29 septembre 1928 réglementant le domaine public et des servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française, n° **213** (p. 242).

DROITS FONCIERS

1. Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ousmane Socé, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à garantir les droits fonciers des indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **26** (p. 29).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **81** (p. 91).

3. Proposition, présentée par M. Mademba Racine, président de l'intercommission chargée de l'étude du régime domanial et de la propriété foncière dans les territoires d'outre-mer et les Etats associés, et les membres de l'intercommission, tendant à inviter le Gouvernement à déposer pour avis devant l'Assemblée de l'Union française un projet de loi concernant le régime foncier dans l'Union française, n° **176** (p. 197). Rapport de M. Mademba Racine, n° **208** (p. 238).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi présentée par MM. Jacques Duclos, André Marty, Billoux, Estradère, Charles Benoist et les membres du groupe communiste, députés, tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **203** (p. 229).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop et plusieurs de ses collègues, sénateurs, tendant à garantir les droits fonciers des indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **210** (p. 239).

E

ELECTIONS. — Voy. aussi: Assemblée de l'Union française. V.

1. Rapport de M. Coquart, au nom de la commission de politique générale, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Benchennouf, député, tendant à modifier pour les départements algériens la législation des élections, n° **17** (p. 9).

2. Proposition de résolution, présentée par M. Alfred Bour, président de la commission du règlement et des pétitions, au nom de cette commission, tendant à demander à l'Assemblée nationale de reconsidérer sa décision du 10 février 1951 et de confirmer sa décision antérieure du 29 novembre 1950 invitant l'Assemblée de l'Union française à donner son avis sur la proposition de loi n° **10616** de M. Benchennouf, n° **46** (p. 49). Rapport de M. Rosenfeld, n° **48** (p. 51).

3. Proposition de résolution, présentée par MM. Barbé, Mignot, Odru, Lombardo et les membres du groupe communiste, tendant à élever une protestation vigoureuse contre les pratiques auxquelles ont donné lieu les élections du 17 juin dans les pays d'outre-mer, n° **167** (p. 188).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Bissol, député, et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le décret n° 50-1584 du 29 décembre 1950 pour l'application de l'article 7 de la loi du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections, n° **270** (p. 307).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Durand-Réville, sénateur, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **271** (p. 308).

6. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Véry, député, et plusieurs de ses collègues, portant amnistie en matière d'élection dans les quatre départements d'outre-mer, n° **273** (p. 310). Rapport de M. Coquart, n° **338** (p. 386).

EMPRUNT

1. Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le regroupement des titres des emprunts émis par les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, n° **58** (p. 71). Rapport de M. Do Huu Thinh, n° **131** (p. 173).

2. Proposition présentée par MM. Charlier, Gentet, Jacobson, Longuet, Ramampy, Randretsa et Voca, tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux provinces de Madagascar la faculté de recourir à l'emprunt, n° **289** (p. 345).

ENERGIE THERMIQUE DES MERS. — Rapport de M. Schmitt, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur la proposition n° 254 (année 1950), de M. Georges Monnet, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à comprendre la réalisation d'une première installation d'énergie thermique des mers parmi les projets dont l'exécution doit être entreprise au plus tôt, n° **121** (p. 155). — Avis de M. Reverbori, n° **142** (p. 180).

ENFANCE INADAPTEE

Proposition présentée par MM. Paul Catrice, Pierre Corval, Pierre Gervain, Alphonse Juge, Jean Scelles et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles en faveur de l'enfance et de l'adolescence inadaptée dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés, n° **306** (p. 358).

ENSEIGNEMENT

1. Proposition présentée par M. Paul Catrice et Mlle Le Ber, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour développer, dans le département de la Réunion, l'enseignement professionnel, les centres d'apprentissage et les centres de formation professionnelle accélérée, n° **21** (p. 24). — Rapport de Mlle Le Ber, n° **83** (p. 97).

2. Proposition présentée par M. Randretsa et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à créer un institut d'études supérieures franco-malgache à Tananarive, n° **23** (p. 26).

3. Rapport de Mme Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition de résolution n° 152 (année 1950), de Mme Hélène Caffot (U. D. S. R.), conseiller de l'Union française, invitant l'Assemblée nationale à voter une loi tendant à développer l'enseignement dans les départements (y compris l'Algérie) et les territoires d'outre-mer, à prendre toutes mesures utiles à y rendre obligatoire l'instruction des filles et, d'une façon générale, à intensifier l'enseignement primaire pour les enfants des deux sexes, n° **47** (p. 49).

4. Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition n° 192 (année 1950), de Mlle Le Ber, MM. Catrice, Jousselin et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de créer un conseil supérieur consultatif de l'éducation outre-mer, n° **54** (p. 54).

5. Rapport supplémentaire de M. Jousselin, au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition n° 143 (année 1950), de Mlle Le Ber, MM. Paul Catrice, Louis Jousselin, Jean Scelles et des membres du groupe du M. R. P., conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de créer dans chaque territoire d'outre-mer un conseil consultatif de l'éducation, n° **74** (p. 81).

6. Proposition présentée par M. C.-A. Julien et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à reviser les programmes de l'enseignement et à prendre des mesures pour favoriser la connaissance de l'Union française, n° **98** (p. 108). — Rapport de M. Griaule, n° **192** (p. 211).

7. Proposition présentée par M. Jousselin, Mlle Le Ber, MM. Abdesselam et Momo Touré, tendant à la diffusion et à l'inscription, dans les programmes des écoles primaires de l'Union française et des pays de protectorat, des déclarations d'experts de l'U. N. E. S. C. O. sur les questions de race, n° **104** (p. 127). — Rapport de M. Bui The Phuc, n° **206** (p. 235).

8. Proposition présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber, MM. Marcel Griaule et Louis Jousselin, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures appropriées pour que l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle puisse apporter une collaboration indispensable au développement et à l'évolution de la vie rurale des populations autochtones, n° **109** (p. 132).

9. Proposition présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber, M. Louis Jousselin, tendant à demander au Gouvernement de développer au maximum dans les territoires sous tutelle, l'enseignement technique, l'apprentissage et la formation professionnelle accélérée, sous une forme qui soit particulièrement adaptée aux besoins et aux conditions particulières des populations autochtones, n° **110** (p. 132).

10. Rapport supplémentaire de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition n° 47 (année 1949) de MM. Paul Catrice et Alfred Bour et des membres du groupe M. R. P., tendant à inviter M. le ministre de l'éducation nationale à veiller à la rédaction des manuels scolaires dans le sens authentique de l'Union française, n° **119** (p. 146).

11. Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Amadou Doucouré, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire la fréquentation des établissements scolaires dans tous les territoires d'outre-mer de la République française, n° **325** (p. 369).

ENTREPRISES D'OUTRE-MER. — Voy.: COOPÉRATIVE DE PRODUCTION, § 2.

ESTEBE

Voy.: FONCTIONNAIRES, § 3.

ETABLISSEMENTS DE L'INDE. — Voy.: JUSTICE, V, § 12. — NOTAIRES. — RIZ.

ETABLISSEMENTS DU PACIFIQUE. — Voy.: SÉCURITÉ DANS LE PACIFIQUE.

ETATS ASSOCIES. — Voy.: FINANCES, §§ 4 et 9. — JURIDICTION SUPÉRIEURE.

EVENEMENTS DE PORTO-NOVO. — Proposition présentée par M. Paul Hazoumé, tendant à inviter le Gouvernement à faire toute la lumière sur les événements survenus à Porto-Novo les 19, 20 et 21 avril 1951 et à prendre des sanctions contre les responsables de ces événements, n° **149** (p. 182). — Rapport de M. Momo Touré, n° **154** (p. 183).

EXPOSITIONS

1. Rapport de M. Georges Reverbori, au nom de la commission des affaires économiques, sur la demande d'avis n° 298 (année 1950), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur: 1° la proposition de loi de MM. Defferre, Gouin, Leenhardt, Lussy, Charlot et Arnal, députés, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952; 2° la proposition de loi de MM. Lieutaud, Avinin, Carcassonne, Coupigny, Mme Eboué, MM. Lasalarié et Muscatelli, sénateurs, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, n° **75** (p. 83). — Avis de M. Paul Antonini, n° **85** (p. 101). — Avis de M. Jean Scelles, n° **86** (p. 102).

2. Proposition présentée par MM. Pierre Gervain, Schmitt, Boluix-Basset, Tran Thien Vang Sylvestre, Tétau, Alduy, Zinsou, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures utiles pour que les pays et les territoires de l'Union française soient représentés à l'exposition internationale de la pêche à Boulogne-sur-Mer en 1952, n° **330** (p. 373).

F

FIBRES VEGETALES. — Voy.: OFFICE INTERPROFESSIONNEL DES —

F. I. D. E. S.

1. Proposition présentée par MM. Conombo et A. Schock, tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au programme 1950-1951 du F. I. D. E. S. une somme de 100 millions pour l'hydraulique pastorale de la Haute-Volta, n° **25** (p. 28). — Rapport de M. Schock, n° **165** (p. 187). — Avis de M. Bouda, n° **209** (p. 224).

2. Proposition de résolution présentée par M. Jacobson, président de la commission du plan, de l'équipement et des communications au nom de cette commission, tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 en vue de faire comprendre dans la composition du

comité directeur du F. I. D. E. S. trois membres de l'Assemblée de l'Union française, n° **69** (p. 79). — Rapport de M. Alfred Jacobson, n° **89** (p. 104).

3. Proposition présentée par M. Cortinchi et les membres du groupe d'action économique et sociale, tendant à inviter le Gouvernement à faire inscrire au programme F. I. D. E. S. 1951-1952 un crédit de 50 millions pour l'industrialisation de la production du karité au Soudan, n° **141** (p. 178).

4. Rapport de M. Momo Touré, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition n° 206 (année 1950) de M. Momo Touré, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à recommander l'inscription au budget du F. I. D. E. S. des crédits nécessaires: 1° à l'achat de véhicules destinés aux services de santé des territoires d'outre-mer; 2° à l'organisation d'ateliers de réparations pourvus d'un outillage et de pièces de rechange suffisants; 3° à la création de « formations accélérées d'apprentissage », n° **146** (p. 180).

FINANCES

1. Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et états associés), n° **72** (p. 81). — Rapport de M. Thémia, n° **130** (p. 171). — Avis de M. Laforest, n° **135** (p. 174).

2. Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux) (rapports n°s 12694 et 12698, Assemblée nationale), n° **91** (p. 106). — Rapport de M. René Moreux, n° **96** (p. 108).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer. — I. Dépenses civils), n° **100** (p. 114). — Rapport de M. Antonini, n° **105** (p. 128).

4. Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Etats associés. — I. Dépenses civiles), n° **133** (p. 174). — Rapport de M. Do Huu Thinh, n° **139** (p. 176).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° **134** (p. 174). Rapport de M. Thémia, n° **143** (p. 180). — Avis de M. Gaignard, n° **144** (p. 180).

6. Proposition, présentée par M. Cortinchi, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'instituer des budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer, n° **140** (p. 178). — Rapport de M. Jousselin, n° **334** (p. 377).

7. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la loi n° 48-445 du 17 mars 1948 et les dispositions des articles 38, 39 et 40 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, n° **180** (p. 199). — Rapport de M. Do Huu Thinh, n° **261** (p. 296).

8. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (France d'outre-mer. — I. Dépenses civiles), n° **243** (p. 268). — Rapport de M. Jousselin, n° **244** (p. 268).

9. Proposition, présentée par MM. Cazelles et Rosenfeld et les membres du groupe S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à déposer pour avis à l'Assemblée de l'Union française le projet de budget du ministère d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, n° **310** (p. 361). — Rapport de M. P. Antonini, n° **313** (p. 361).

10. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget local du Togo, exercice 1947, et du budget annexe du chemin de fer et du wharf, exercice 1947, n° **318** (p. 364).

11. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi approuvant le compte définitif du budget local de Madagascar (exercice 1945) et du budget annexe des chemins de fer de Madagascar (exercice 1945), n° **319** (p. 365).

12. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi approuvant le compte définitif du budget général de l'Afrique occidentale française (exercice 1913), n° **320** (p. 365).

13. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952, n° **339** (p. 386). — Rapport de M. Jousselin, n° **341** (p. 387). — Avis de M. Jacobson, n° **344** (p. 401).

14. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, n° **340** (p. 386). — Rapport de M. Jousselin, n° **341** (p. 387). — Avis de M. Jacobson, n° **344** (p. 401).

15. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par le ministre de la France d'outre-mer, portant arrondissement au franc inférieur des recettes et dépenses publiques en francs métropolitains dans les territoires relevant de l'autorité du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et du ministre de la France d'outre-mer, et arrondissement au franc inférieur des recettes et dépenses en francs locaux dans les territoires des zones des francs C. F. A., C. F. P. et Djibouti, n° **170** (p. 189). — Rapport de M. Do Huu Thinh, n° **195** (p. 217).

FISCALITE

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Djaument, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer l'impôt de capitalisation ou impôt personnel dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer, n° **27** (p. 30).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre applicable aux territoires d'outre-mer la loi n° 48-178 du 2 février 1948 portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales, n° **212** (p. 242). — Rapport de M. Richard-Pellissier, n° **326** (p. 370).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi formulée par M. Durand-Réville, sénateur, tendant à déterminer la situation, au point de vue fiscal, des sociétés exerçant leur activité dans diverses parties de l'Union française, soumises à des législations fiscales différentes, n° **201** (p. 224).

FOCCART

Voy.: COMBATTANTS, § 1.

FONCTIONNAIRES. — Voy. aussi: INDÉPENDANCE POLITIQUE.

1. Proposition, présentée par MM. J. Roulleaux-Dugage et H.-G. Gaignard, tendant à inviter le Gouvernement à ne plus percevoir la surtaxe progressive sur la prime d'installation allouée aux fonctionnaires prenant leur service dans les nouveaux départements d'outre-mer, n° **41** (p. 45).

2. Proposition, présentée par MM. Motais de Narbonne, Max André, Boisdon, Alfred Bour, le général Delmas, Gaignard, Mme Lefaucheux, MM. Moreux et Scelles, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à prendre toutes mesures susceptibles de régler le sort de certaines catégories de fonctionnaires et agents des services publics d'Indochine dont la situation a été modifiée par la mise en pratique des accords signés avec les Etats associés, n° **77** (p. 87). — Rapport de M. Motais de Narbonne, n° **128** (p. 168).

3. Proposition, présentée par M. Estèbe, relative aux limites d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale de retraites, n° **103** (p. 126). — Rapport de M. Cortinchi, n° **292** (p. 350).

4. Proposition, présentée par MM. Georges Monnet et Francis Borrey, tendant à demander au Gouvernement la révision des décrets n°s 51-950, 51-951 et 51-952 du 21 juillet 1951 relatifs

aux soldes des indemnités allouées aux fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **224** (p.249).

FOURCADE

Voy: A. U. F., § 2.

FRANC C. F. A. — Voy. aussi: FINANCES, § 15.

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Saller, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), n° **323** (p. 368).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Duveau, député, et plusieurs de ses collègues, tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), n° **324** (p. 368).

FRANC INFERIEUR. — Voy.: FINANCES, § 15.

G

GAIGNARD

Voy.: ASSEMBLÉES DE GROUPES ET LOCALES, § 2. — A. U, F., III. — FINANCES, § 5. — MAISONS DE L'UNION FRANÇAISE. — PLAN, § 4. — SÉCURITÉ DANS LE PACIFIQUE. — TRAVAILLEURS INDOCHINOIS.

GAUDART.

Voy.: NOTAIRES.

GENTET

Voy.: ORGANISATION MUNICIPALE, § 3.

GERVAIN

Voy.: EXPOSITIONS, § 2.

GRANDS CONSEILS. — Voy.: ASSEMBLÉES DE GROUPE, §§ 4, 5.

GRIAULE

Voy.: A. U. F., II, § 1er. — ENSEIGNEMENT, § 6. — JUSTICE, IV, § 2.

GUADELOUPE. — Voy.: ELECTIONS, § 4. — PÊCHE, § 1er.

GUYANE. — Voy.: ELECTIONS, § 4. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, § 1er.

H

HAUT CONSEIL DE L'UNION FRANÇAISE. — Proposition, présentée par MM. P. Corval, Max André, D. Boisdon, A. Bour, le général Delmas, P. Catrice, A. Juge, A. Le Guénédal, L. Jousselin, J. Scelles et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Haut Conseil de l'Union française à prendre toutes initiatives en vue de faire mieux connaître les fondements juridiques, humains et moraux de l'Union française, et de réaliser effectivement l'idéal de progrès, de justice et de liberté qu'elle symbolise, n° **288**, (p. 345). Rapport de M. Corval, n° **295** (p. 352).

HAUTE-VOLTA. — Voy.: A. U. F., IX, § 5. — F. I. D. E. S., § 1er. — HYDRAULIQUE, § 1er.

HAZOUME

Voy.: COMMÉMORATION. — ÉVÉNEMENTS DE PORTO-NOVO.

HYDRAULIQUE. — Voy. aussi: F. I. D. E. S., § 1er.

1. Rapport de M. André Schock, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition n° 181 (année 1950) de MM. Lhuillier, Schock, Conombo, Bouda et Mademba Racine, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, le plus rapidement possible, à l'étude du système hydraulique Volta Noire-Sourou afin de déterminer les possibilités et les conditions de mise en valeur par irrigation de toute la région intéressée par ce système, n° **14** (p. 8). Avis de M. Lhuillier, n° **87** (p. 103).

2. Rapport de M. Le Brun Kéris, au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition n° 231 (année 1950) de MM. Le Brun Kéris, Cazelles, Lhuillier, Montrat et Roulleaux-Dugage, conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures pour le développement de l'hydraulique dans le Sud algérien et pour y assurer une répartition équitable de l'eau, n° **106** (p. 129).

HYPOTHEQUES. — Voy.: TRANSCRIPTION.

I

IMMEUBLES (Groupes d'). — Voy.: LOCAUX, § 5.

IMMEUBLES PAR APPARTEMENTS (Copropriété). — Voy.: LOCAUX D'HABITATION, § 9.

IMMIGRATION

1. Proposition, présentée par M. Paul Catrice, tendant à demander au Gouvernement d'élaborer un plan d'ensemble en vue d'une solution concrète et réalisable dans un proche avenir, des problèmes d'immigration dans les pays, départements et territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle, plan d'ensemble qui devait envisager les conditions nécessaires de cette immigration et qui devrait tenir compte, en particulier :

a) des intérêts primordiaux des populations autochtones, en particulier au point de vue des propriétés foncières et de la formation professionnelle ;

b) des besoins d'équipement de chaque pays ou territoire ;

c) des demandes prioritaires des citoyens de l'Union française ;

d) des engagements internationaux de la France, n° **108** (p. 131).

2. Proposition, présentée par M. Georges Boussenot, tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée de l'Union française de tous projets d'immigration, française et étrangère, dans les territoires d'outre-mer, n° **312** rectifié (p. 361).

IMPOT DE CAPITATION. — Voy.: FISCALITÉ, § 1er.

INDEMNITES DES MILITAIRES. — Voy. MILITAIRES. — FONCTIONNAIRES, § 4.

INDEPENDANCE POLITIQUE. — Rapport de M. de Boysson, au nom de la commission de la législation, de la justice et des affaires administratives et domaniales sur la proposition n° 319 (année 1950) de MM. Jacques Mitterrand, Borrey, Robert Léon, conseillers de l'Union française, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à prendre toutes mesures pour sauvegarder l'indépendance politique des militaires ou des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire, n° **189** (p. 205).

INDOCHINE. — Voy.: COMBATTANTS § 1, 2. — FONCTIONNAIRES, § 2.

INSTITUT D'ECONOMIE RURALE AFRICAINE. — Voy.: MISSIONS § 2

J

JACOBSON

Voy.: FIDES, § 2. — FINANCES, § 13, 14, — PLAN, § 2, 5.

JOUSSELIN

Voy.: CHEFS COUTUMIERS, § 2, 3, 4, 5. — COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES, § 1. — DÉSERTS. — ENSEIGNEMENT, § 5, 7. — FINANCES, § 6, 8, 13, 14. — JURIDICTION SUPÉRIEURE. — MILITAIRES. — MISSION D'ÉTUDE, § 1, 2. — PLAN, § 3. — STATISTIQUES.

JULIEN

Voy.: ENSEIGNEMENT, § 6.

JUNILLON

Voy.: REPRÉSAILLES.

JURIDICTION SUPERIEURE. — Proposition, présentée par MM. L. Jousselin, Y. Esnault, K. Vignes, Jean Scelles, A. de Peretti et le général Delmas, tendant à l'institution d'une juridiction supérieure des Etats du Cambodge, de France, du Laos, du Maroc, de Tunisie et du Vietnam, n° **225** (p. 249).

JUSTICE

I. — **Délinquance juvénile.**

1. Proposition, présentée par M. le docteur Borrey et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à la protection de l'enfance en danger dans les territoires d'outre-mer et à la réorganisation du droit de la délinquance juvénile dans ces mêmes territoires, n° **186** (p. 202).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par le ministre de la France d'outre-mer, complétant le décret du 30 novembre 1928 instituant des juridictions spéciales et le régime de la liberté surveillée pour les mineurs dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **228** (p. 252).

II. — **Organisation.**

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer portant modification à l'organisation de la justice de droit français au Cameroun, n° **6** (p. 3). — Rapport de M. Boisdon, n° **49** (p. 52).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification à l'organisation de la justice de droit français en Afrique occidentale française et au Togo, n° **7** (p. 3). — Rapport de M. Boisdon, n° **50** (p. 52).

3. Rapport de M. Daniel Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la proposition de résolution n° 257 (année 1950) de M. Georges Boussenot, conseiller de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant réorganisation de la justice dans le territoire autonome des Comores, n° **227** (p. 251).

III. — **Oukils judiciaires.** — Proposition, présentée par MM. Jean Scelles, Abdesselam, Corval, Jousselin et Vignes, tendant à demander au Gouvernement de procéder d'urgence à une réforme du statut des oukils judiciaires d'Algérie, n° **209** (p. 238).

IV. — **Personnel.**

1. Proposition, présentée par M. Roulleaux-Dugage, tendant à inviter le Gouvernement à intégrer sans délai dans les dares du personnel du ministère de la justice, conformément au décret du 25 août 1947, et à la loi du 3 avril 1950, le personnel des cours d'appel, tribunaux et justices de paix de la Martinique, n° **39** (p. 45). — Cette proposition a été retirée (séance du 27 avril 1951).

2. Proposition, présentée par MM. Griaule, Jousselin, Catrice et Scelles, tendant à assurer aux juges de la France d'outre-mer une connaissance approfondie du milieu humain des sociétés autochtones dans lesquelles ils sont appelés à servir, n° **78** (p. 83).

V. — **Statut de la magistrature.**

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores), n° **30** (p. 35). — Rapport de M. Boisdon, n° **62** (p. 73).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale (Côte française des Somalis), n° **31** (p. 36). — Rapport de M. Boisdon, n° **63** (p. 74).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale (Afrique équatoriale française), n° **32** (p. 37). — Rapport de M. Boisdon, n° **64** (p. 74).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par le M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo), n° **33** (p. 38). — Rapport de M. Boisdon, n° **65** (p. 75).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française), n° **34** (p. 38). — Rapport de M. Boisdon, n° **66** (p. 76).

6. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun), n° **35** (p. 39). — Rapport de M. Boisdon, n° **67** (p. 77).

7. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française), n° **278** (p. 336).

8. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française), n° **279** (p. 337).

9. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores), n° **280** (p. 338).

10. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Côte française des Somalis), n° **281** (p. 339).

11. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Etablissements français de l'Océanie), n° **282** (p. 340).

12. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Etablissements français de l'Inde), n° **283** (p. 340).

13. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo), n° **284** (p. 341).

K

KARITE

Voy.: F. I. D. E. S.

KOTTO

Voy.: Concession de terrain rural.

L

LAFOREST

Voy.: Finances, § 1.

LA GRAVIERE

Voy.: Commémoration, § 3.

LAOS. — Voy.: Juridiction supérieure.

LAURIN

Voy.: Assemblées de groupe et locales, § 5. — Locaux d'habitation, § 6. — Or, § 3. — Retraites, §§ 1, 2.

LE BER (Mlle).

Voy.: Enseignement, § 1. — Santé, § 5. — Travail, § 2.

LE BRUN KERIS

Voy.: Assemblée de l'Union française, IX, § 1. — Hydraulique, § 2. — Plan, § 4.

LEFAUCHEUX (Mme).

Voy.: Organisation administrative, § 3.

LEGISLATION SOCIALE. — Voy.: Affaires sociales, § 1.

LEGITIMATION ADOPTIVE. — Voy.: Adoption, § 3.

LHUILLIER

Voy.: Hydraulique, § 1.

LOCAUX D'HABITATION ET PROFESSIONNELS

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification du taux des loyers des locaux à usage d'habitation en Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **3** (p. 2). — Rapport de M. Antonini, n° **61** (p. 73).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, renouvelant pour une période d'un an la prorogation de jouissance accordée aux locataires des locaux d'habitation en Afrique occidentale française, n° **8** (p. 4). — Rapport de M. Antonini, n° **56** (p. 71).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, tendant à proroger, à compter du 1er décembre 1950, les dispositions du décret du 20 avril 1942 déterminant, en Nouvelle-Calédonie et dépendances, les cas dans lesquels les propriétaires sont autorisés à donner congé à leurs locataires, n° **19** (p. 14). — Rapport de M. Antonini, n° **57** (p. 71).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation à Madagascar et dépendances, n° **171** (p. 190). — Rapport de M. Antonini, n° **257** (p. 289).

5. Rapport de M. Paul Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° 322 (année 1950) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, réglementant les groupes d'immeubles et les lotissements en Nouvelle-Calédonie, n° **188** (p. 203).

6. Proposition, présentée par MM. Laurin, Delmas, Foccart, Lhuillier, Oudard et les membres du groupe du rassemblement du peuple français, tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1er septembre 1948, pour permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions pendant leur absence l'appartement dont ils sont locataires en France, n° **234** (p. 255).

7. Rapport de M. Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° 147 (année 1950) de M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française, n° **333** (p. 374).

8. Rapport de M. P. Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° 187 (année 1949) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, réglementant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à usage commercial, industriel ou artisanal en Afrique occidentale française, n° **345** (p. 401).

9. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements en Afrique équatoriale française, n° **348** (p. 408).

LOGEMENT. — Voy.: Locaux d'habitation.

LONGUET

Voy.: Assemblées de groupes et locales, § 3. — Collectivités autochtones.

LOTISSEMENTS. — Voy.: Locaux d'habitation, § 5.

LOYERS. — Voy.: Locaux, §§ 1er, 4, 7.

M

MADAGASCAR. — Voy.: Assemblées locales, § 3. — Collectivités autochtones, § 2. — Emprunt, § 2. — Enseignement, § 2. — Finances, § 11. — Justice, V, §§ 1er, 9. — Locaux, § 4. — Organisations municipales, §§ 1er, 3, 4. — Rentes viagères, § 3.

MADEMBA Racine.

Voy.: Assemblée de l'Union française, IX, § 3. — Droits fonciers, § 3.

MAGISTRATURE (Statut de la). — Voy.: Justice, V.

MAIRES. — Voy.: Organisation municipale, § 3.

MAISONS DE TOLERANCE. — Voy.: Santé, § 4.

MAISONS DE L'UNION FRANÇAISE. — Proposition, présentée par MM. H.-G. Gaignard, Griaule, G. Le Brun Kéris, L. Jousselin, P. Corval, tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans tous les grands centres de l'Union française des maisons de l'Union française, n° **216** (p. 245).

MALADIES PROFESSIONNELLES. — Voy.: ACCIDENTS DU TRAVAIL.

MALROUX (Mme)

Voy.: ENSEIGNEMENT, § 3. — TRAVAIL, § 2. —

MANDAT PARLEMENTAIRE. — Voy.: INDÉPENDANCE POLITIQUE.

MARCHES. — Rapport de M. Sylvestre, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition n° 307 (année 1950) de MM. André Bourgarel et Djim Momar Gueye et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à demander d'urgence à l'Assemblée nationale le vote d'une loi ayant pour unique objet de relever le plafond des achats sur factures et marchés de gré à gré effectués et passés par les municipalités de plein exercice du Sénégal, n° **101** (p. 114).

MAROC. — Voy.: JURIDICTION SUPÉRIEURE.

MARTINIQUE. — Voy.: ELECTIONS, § 4. — JUSTICE, IV, § 1er. — PACTE, § 1er. — SÉCURITÉ SOCIALE, § 2.

MICHARD-PELLISSIER

Voy.: ADMISSION EN NOUVELLE-CALÉDONIE. — FISCALITÉ, § 2.

MILITAIRES. — Voy. aussi: FONCTIONNAIRES, § 4. — INDÉPENDANCE POLITIQUE.

Rapport de M. Joseph Bégarra, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition n° 236 (année 1950) de MM. Dorange, Bégarra, Borrey et des membres du groupe des indépendants d'outre-mer et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement: 1° d'unifier les taux des indemnités familiales pour tous les soldats de l'armée de l'Union française, dans le cadre d'un statut du soldat de l'Union française; 2° dès maintenant et sans attendre la promulgation de ce statut, d'attribuer aux militaires autochtones l'indemnité de zone, la majoration familiale de zone et l'indemnité d'éloignement prévues par les textes mais non encore versées, n° **82** (p. 96). Avis de M. Jousselin, n° **116** (p. 144).

MISSIONS D'ETUDES

1. Proposition, présentée par MM. Jousselin, Griaule, Le Brun Kéris et Jean Scelles, tendant à inviter le Gouvernement à constituer une mission d'étude scientifique des systèmes politiques et des organisations publiques des populations d'outre-mer, n° **184** (p. 201). Rapport de M. Jousselin, n° **291** (p. 346).

2. Proposition, présentée par MM. Jousselin, Griaule, Scelles et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement de la République française à: 1° instituer une mission d'études scientifiques des structures économiques des collectivités indigènes de l'Algérie et des territoires d'outre-mer; 2° créer un institut d'économie rurale africaine, n° **274** (p. 311).

MONNET

Voy.: FONCTIONNAIRES, § 4. — PATE A PAPIER.

MOREUX

Voy.: FINANCES, § 2.

MOTAIS DE NARBONNE

Voy.: FONCTIONNAIRES, § 2.

MUNICIPALITES. — Voy.: ORGANISATION MUNICIPALE, §§ 1er, 4.

N

NANTISSEMENTS. — Voy.: TRANSCRIPTION.

NAVIGATION FLUVIALE. — Voy.: CODE DE LA.

NOTAIRES. — Proposition, présentée par M. Gaudart, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer dans les Etablissements français de l'Inde la limite d'âge prévue par le décret du 7 avril 1938, pour l'exercice des fonctions de notaire, n° **60** (p. 72). Rapport de M. Alfred Bour, n° **190** (p. 207).

NOUVELLE-CALEDONIE. — Voy.: ADMISSION. — ASSEMBLÉES LOCALES, § 3. — LOCAUX, §§ 1er, 3, 5. — RENTES VIAGÈRES, § 2. — SINISTRÉS, § 2.

NOUVELLES-HEBRIDES. — Voy.: PLAN, § 4.

O

OCEANIE. — Voy.: BIEN DE FAMILLE. — COMMERÇANTS, §§ 1er, 2. — JUSTICE, V, § 2. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, § 5. — TRANSCRIPTION, §§ 1er, 2.

OFFICE INTERPROFESSIONNEL DES FIBRES VEGETALES. — Proposition, présentée par MM. E. Cazelles, P. Alduy et les membres du groupe S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à créer un office interprofessionnel des fibres végétales, n° **205** (p. 234).

OR

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Palewski, député, tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union français, n° **28** (p. 31).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi présentée par M. Jean-Paul Palewski et les membres du groupe du rassemblement du peuple français, députés, tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française, n° **202** (p. 227). Rapport de M. Schmitt, n° **258** (p. 293). Avis de M. Antonini, n° **277** (p. 335).

3. Proposition, présentée par MM. Laurin, Delmas, Foccart, Lhuillier, Oudard et les membres du groupe du rassemblement du peuple français, tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds spécial de développement de la production aurifère pour développer et moderniser l'équipement des exploitations minières de l'Union française, réduire le prix de revient de l'or et assurer la rentabilité de sa production, n° **235** (p. 256).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Jacques Bardoux, député, sur le marché libre de l'or et des monnaies-or, n° **322** (p. 367).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Dumas et des membres du groupe socialiste, députés, tendant à supprimer le territoire de l'Inini dans le département de la Guyane française, n° **2** (p. 1). — Rapport de M. Roulleaux-Dugage, n° **127** (p. 168).

2. Proposition, présentée par MM. J. Roulleaux-Dugage et H. Gaignard, tendant à inviter le Gouvernement à créer un secrétariat d'Etat aux nouveaux départements d'outre-mer, n° **42** (p. 45). — Rapport de M. Roulleaux-Dugage, n° **112** (p. 133). — Rapport supplémentaire de M. Roulleaux-Dugage, n° **197** (p. 219).

3. Proposition, présentée par MM. Corval, vice-président; Max André, Boisdon, Boussenot, Gentet, La Gravière, Laurent-Eynac, Laurin, Mme Lefaucheux, MM. Longuet, Michalet, Nguyen Huy Lai, Roulleaux-Dugage, Souvannavong, Ourot, membres de la commission de politique générale, invitant le

Gouvernement à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française deux projets de loi tendant à organiser la décentralisation et la déconcentration administrative des territoires français d'Afrique noire, n° **187** (p. 203). — Rapport de Mme Lefaucheux, n° **226** (p. 250). — Avis de M. Boisdon, n° **244** *bis* (p. 273).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises, n° **245** (p. 274).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi concernant les conseils de district des établissements français de l'Océanie, n° **264** (p. 297).

ORGANISATION MUNICIPALE

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant le décret du 9 octobre 1913 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités nouvelles à Madagascar, n° **80** (p. 90).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° **266** (p. 299).

3. Proposition, présentée par M. Randretsa, tendant à demander au Gouvernement de présenter un projet de loi instituant des maires élus dans les communes de Madagascar, n° **236** (p. 258). — Rapport de M. Gentet, n° **299** (p. 353).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 9 octobre 1913 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités à Madagascar, et déclarant ledit décret applicable au territoire des Comores, n° **321** (p. 366).

ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

Voy.: Travail, § 1.

OUBANGUI-CHARI. — Voy.: Concession de terrain rural.

P

PACTES

Vœu présenté par M. d'Arboussier, tendant à la conclusion d'un pacte de paix entre les cinq grandes puissances: U. S. A., U. R. S. S., France, Angleterre, Chine, n° **145** (p. 180).

PALESTINE (Wakfs Algériens). — Voy.: Pélerins musulmans.

PATE A PAPIER. — Proposition, présentée par MM. Georges Monnet, Omer Sarraut et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à intensifier la production de pâte à papier dans les territoires d'outre-mer, n° **220** (p. 247).

PECHE MARITIME

Voy. aussi: Expositions, § 2.

1. Proposition, présentée par M. Jacques Raphaël-Leygues, invitant le Gouvernement à favoriser l'expansion de la pêche maritime en Martinique et en Guadeloupe, n° **231** (p. 254).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi ratifiant la convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest, n° **336** (p. 380).

PELERINS MUSULMANS. — Proposition, présentée par MM. Jean Scelles, Ahmed Kotoko, F. Borrey, F. Bouda, le général Delmas, Gentet, P. Gervais, Ibrahim Babikir, L. Jousselin, Mme Lefaucheux, MM. Montrat, Ramampy et Vignes, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour faire assurer la sauvegarde des wakfs algériens de Palestine au profit des pélerins musulmans nord-africains, n° **317** (p. 364).

PENSIONS. — Rapport de M. Borrey, au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition n° 291 (année 1950), MM. Dorange, Bégarra, Borrey, des membres du groupe des indépendants d'outre-mer et des membres du groupe socialiste et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans les grandes circonscriptions administratives des territoires d'outre-mer le payement forain des pensions aux anciens combattants et anciens militaires, n° **44** (p. 46).

PERSONNEL CIVIL DES ETATS-MAJORS. — Rapport supplémentaire de M. Joseph Bégarra, au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition n° 227 (année 1949) de MM. Bégarra, Bourgarel, Diop Babakar, Djim Momar Gueye et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à élaborer un statut interarmes fixant les règles d'emploi du personnel civil des états-majors, corps et services des armées de terre, air et marine, stationnés en Afrique occidentale française, n° **90** (p. 104).

DE PERETTI

Voy.: Riz.

PIALOUX

Voy.: Rentes viagères, §§ 1, 2, 3.

PLAGNE (Général).

Voy.: Aviation, §§ 2, 3.

PLAN

1. Rapport de M. Schmitt, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur la proposition n° 237 (année 1950), de S. A. R. la Princesse Pingpeang Yukanthor, conseiller de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de la République française d'offrir au gouvernement de l'Etat associé du Cambodge toutes facilités, notamment une aide financière et une aide technique en vue de le mettre en mesure et dans l'ordre d'urgence suivant, de réaliser: 1° l'aménagement du port maritime de Réam; 2° l'agrandissement de l'aérodrome de Pochentong, près Phnom-Penh, et ce, dans le cadre du plan de développement social et économique du royaume, n° **68** (p. 77). — Avis de M. Thémia, n° **79** (p. 89).

2. Proposition, présentée par M. Jacobson, président de la commission du plan, de l'équipement et des communications au nom de cette commission, tendant à faire augmenter les autorisations de programme du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer inscrites dans le projet de loi de finances n° 11484 (exercice 1951), n° **88** (p. 103). — Rapport de M. Alfred Jacobson, n° **111** (p. 132).

3. Proposition, présentée par MM. Jousselin, de Peretti, Vignes, tendant à l'élaboration rationnelle des futurs plans de développement des pays d'outre-mer, n° **174** (p. 195).

4. Rapport de M. Louis Delmas, au nom de la commission du plan de l'équipement et des communications sur: 1° la proposition n° 177 (année 1950) de M. le colonel Bichon et des membres du groupe Union métropole-outre-mer (indépendants), conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à rechercher sous quelle forme et dans quelle mesure le condominium des Nouvelles-Hébrides pourrait bénéficier de l'effort fait par la métropole pour l'équipement et la modernisation des territoires d'outre-mer de l'Union française; 2° la proposition n° 304 (année 1950) de MM. Bidet, Boutbien, Alduy, Charnay, Mme Lefaucheux, MM. Nguyen Van Ty, de Peretti, Georges Riond, Rosenfeld, Omer Sarraut, Ton That Can, Vignes, conseillers de l'Union française, membres de la commission des relations extérieures, tendant à demander au Gouvernement d'établir un plan conjoint d'équipement et de modernisation industrielle et agricole pour les Nouvelles-Hébrides, ou, à défaut, un plan en faveur des activités du ressort de l'administration française, n° **196** (p. 218). — Avis de M. Gaignard au nom de la commission des affaires économiques, n° **217** (p. 246). — Avis de M. Le Brun-Kéris, au nom de la commission des relations extérieures sur la proposition n° 304, n° **214** (p. 243).

5. Proposition, présentée par M. Alfred Jacobson, président de la commission du plan, de l'équipement et des communications au nom de cette commission, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à inscrire dans le projet de budget de 1952, au titre des crédits de payements du plan de développement des territoires d'outre-mer, une attribution minimum de 90 milliards;

2° à demander l'avis de l'Assemblée de l'Union française sur les inscriptions concernant le plan des territoires d'outre-mer qui seront proposées dans les projets de loi de finances et de lois de développement concernant les investissements, n° **285** (p. 341). — Rapport de M. A. Jacobson, n° **298** (p. 353).

6. Proposition, présentée par MM. Charlier, Gentet, Jacobson, Longuet, Ramampy, Randretsa et Voca, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'amélioration de la procédure d'octroi et d'utilisation des crédits de payement destinés à la mise en œuvre du plan de développement économique et social des terriotires d'outre-mer, n° **290** (p 346).

POLITIQUE SOCIALE. — Voy.: AFFAIRES SOCIALES, § 5.

PORTO-NOVO. — Voy.: EVÉNEMENTS DE.

PRESTATIONS FAMILIALES. — Voy.: TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS.

PRIVILEGES. — Voy.: TRANSCRIPTION.

PROGRES SOCIAL. — Voy.: AFFAIRES SOCIALES, § 1.

PROTECTION DES VEGETAUX. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **302** (p. 356).

PROTETS. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 et le décret n° 50-737 du 24 juin 1950 portant règlement d'administration publique, relatifs à la publicité des protêts, n° **169** (p. 188). — Rapport de M. Randretsa, n° **240** (p. 262).

PROXENETISME. — Proposition, présentée par M. Jean Scelles, Mme Lefaucheux, MM. Bour, Boluix-Basset, Corval, Gervain, La Gravière, Ibrahim (Babikir), Le Guénédal et Vignes, tendant à renforcer la lutte contre le proxénétisme en Algérie, n° **223** (p. 249).

PUBLICITE DES SOCIETES. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des articles 1er et 2 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux formalités de publicité des sociétés, n° **168** (p. 188). — Rapport de M. Randretsa, n° **239** (p. 260).

Q

QUESTIONS DE RACE. — Voy.: ENSEIGNEMENT, § 7.

R

RAMAMPY

Voy.: A. O. F., II. — SINISTRÉS, § 2.

RANDRETSA

Voy.: ENSEIGNEMENT, § 2. — ORGANISATION MUNICIPALE, § 3. — PROTÊTS. — PUBLICITÉ DES SOCIÉTÉS.

RAPHAEL-LEYGUES

Voy.: COMBATTANTS, § 2. — PÊCHE MARITIME, § 1. — THÉATRE, § 2.

RECENSEMENTS. — Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition n° 208 (année 1950) de M. Jousselin, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions concernant l'exécution des prochains recensements de populations dans les pays d'outre-mer, n° **114** (p. 135).

RELATIONS CULTURELLES. — Proposition présentée par MM. Paul Catrice et Georges Le Brun Kéris, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour développer les relations culturelles entre l'Union française, d'une part, l'Union indienne, le Pakistan et Ceylan d'autre part, n° **107** (p. 131).

RENTES VIAGERES

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant application au territoire des Comores des dispositions de la loi du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères, n° **92** (p. 106). — Rapport de M. Sylvestre, n° **198** (p. 220). — Avis de M. Pialoux, n° **215** (p. 245).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant application au territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances des dispositions de la loi 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères, n° **93** (p. 107). — Rapport de M. Sylvestre, n° **198** (p. 220). — Avis de M. Pialoux, n° **215** (p. 245).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par le ministre de la France d'outre-mer, portant application au territoire de Madagascar et dépendances des dispositions de la loi du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères, n° **94** (p. 107). — Rapport de M. Sylvestre, n° **198** (p. 220). — Avis de M. Pialoux, n° **215** (p. 245).

REPRESAILLES. — Proposition, présentée par MM. Alain Savary, Ch.-André Julien, André Bidet et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à condamner solennellement un acte criminel et à demander au Gouvernement de prendre officiellement position contre toute politique de représailles, n° **148** (p. 182). — Rapport de M. Junillon, n° **153** (p. 183).

REPRESENTATION SYNDICALE. — Voy.: CONSEIL DES PRUD'HOMMES.

RESERVE NATURELLE. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, complétant l'article 2 du décret du 31 décembre 1927 et ayant pour objet la création d'une douzième réserve naturelle à Madagascar, n° **175** (p. 196). — Rapport de M. Boiteau, n° **260** (p. 295).

RETRAITES

1. Proposition, présentée par MM. Laurin, Delmas, Foccart, Lhuillier, Oudard et les membres du groupe du rassemblement du peuple français, tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires et les militaires retraités, ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C. F. A. et soumis soit au régime général des pensions, soit au régime de la caisse inter-coloniale des retraites, d'un indice de correction tenant compte de la valeur du franc C. F. A. par rapport au franc métropolitain et du coût de la vie dans ces territoires, n° **233** (p. 255). — Rapport de M. Sylvestre, n° **335** (p. 379).

2. Proposition présentée par MM. Laurin, Delmas, Foccart, Lhuillier, Oudard et les membres du groupe du rassemblement du peuple français, tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de toutes les sociétés et entreprises ayant leur siège ou exerçant leur activité outre-mer, soit à la « Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés », soit à une autre caisse de retraites donnant aux salariés métropolitains de ces sociétés ou de ces entreprises des garanties du même ordre, n° **232** (p. 254).

REUNION. — Voy.: ELECTION, § 4. — ENSEIGNEMENT, § 1.

REVERBORI

Voy.: EXPOSITION, § 1.

REVISION CONSTITUTIONNELLE. — Voy.: A. U. F. — VIII.

RIZ. — Rapport de M. de Peretti, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition n° 232 (année 1950) de M. Gaudart, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à prendre à sa charge la différence entre le prix du riz importé dans les Etablissements français de l'Inde et le prix auquel il est revendu à la population, compte tenu des besoins annuels de la population, n° **51** (p. 53).

ROSENFELD

Voy.: A. U. F. — VII, § 2. — ELECTION, § 2.

ROULLEAUX-DUGAGE

Voy.: ASSEMBLÉE DE GROUPES ET LOCALES, §§ 1, 3. — FONCTIONNAIRES, § 1. — JUSTICE, IV, § 1. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, §§ 1, 2 — SÉCURITÉ SOCIALE, §§ 1, 2.

S

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Voy.: ASSEMBLÉES LOCALES, § 1.

SANTE. — Voy. aussi: F. I. D. E. S., § 4.

1. Proposition présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber, M. Jean Scelles, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures efficaces pour lutter contre le trachome en Algérie, n° **22** (p. 25). — Rapport de M. Borrey, n° **193** (p. 212).

2. Proposition présentée par MM. Paul Catrice, Randretsa, Borrey, tendant à demander au Gouvernement d'intensifier la lutte contre le paludisme à Madagascar, en particulier dans les régions côtières, ainsi que dans les autres territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle, n° **70** (p. 79).

3. Rapport de M. Francis Borrey, au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis n° 244 (année 1950) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification des dispositions du décret du 14 avril 1904 relatif à la protection de la santé publique en Afrique occidentale française, n° **150** (p. 182). — Avis de M. Alfred Bour, n° **151** (p. 183). — Avis de M. Buu Kinh, n° **159** (p. 185).

4. Proposition présentée par M. Scelles, Mme Lefaucheux, MM. Catrice, Corval, La Gravière, Jousselin, Peretti, Vignes, tendant à inviter le Gouvernement à fermer en Algérie les maisons dites de tolérance en y appliquant effectivement la loi du 13 avril 1946 et à développer le dépistage et le traitement des malades vénériens contagieux et la rééducation des prostituées, n° **164** (p. 187).

5. Proposition présentée par Mlle Le Ber, tendant à demander au Gouvernement le reclassement des infirmières coloniales et sages-femmes de la France d'outre-mer, n° **237** (p. 259).

SARRAUT (Albert).

Voy.: A. O. F., I, §§ 1, 3.

SAVARY

Voy.: REPRÉSAILLES.

SCELLES. — Voy.: ADOPTION, §§ 1, 3. — A. O. F., IX, §§ 4, 6. — AVEUGLES, § 1. — AVIATION, § 1. — COMMÉMORATIONS, §§ 1, 2. — CONSEIL ÉCONOMIQUE, § 2. — CONSEIL DES PRUD'HOMMES. — EXPOSITIONS, § 1. — JUSTICE, III. — PÈLERINS MUSULMANS. — PROXÉNÉTISME. — SANTÉ, § 4. — THÉATRE, § 1.

SCHMITT

Voy.: ENERGIE THERMIQUE DES MERS. — OR, § 2. — PLAN, § 1.

SCHOCK

Voy.: HYDRAULIQUE, § 1.

SCHWEITZER

Voy.: COMMÉMORATIONS, § 3.

SECURITE DANS LE PACIFIQUE. — Proposition, présentée par MM. Gaignard, Bichon, Coulon et Roulleaux-Dugage, tendant à inviter le Gouvernement à préciser son attitude sur le problème de la sécurité dans le Pacifique, n° **132** (p. 174). — Rapport de M. le général Delmas, n° **194** (p. 215).

SECURITE SOCIALE

1. Proposition, présentée par M. Roulleaux-Dugage, tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai les décrets nécessaires à la mise en application à la Martinique du régime de la sécurité sociale, n° **16** (p. 9). — Cette proposition a été retirée (séance du 13 mars 1951).

2. Proposition, présentée par MM. J. Roulleaux-Dugage et H.-G. Gaignard, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les décrets voulus pour que les fonctionnaires en service à la Martinique puissent bénéficier, ainsi que le veut la loi, du régime de la sécurité sociale, n° **40** (p. 45)

SENEGAL. — Voy.: MARCHÉS.

SEROT

Voy.: DÉSERTS.

SINISTRES

1. Proposition, présentée par M. Georges Boussenot, tendant à inviter le Gouvernement à apporter ravitaillement et aide financière au territoire autonome des Comores ravagé par un violent cyclone qui fit plus de 500 victimes et causa des pertes matérielles considérables, n° **4** (p. 2).

2. Proposition, présentée par MM. P. Ramampy, Longuet, Charlier, Voca, Gentet, Randretsa, tendant à inviter le Gouvernement à apporter aide financière et ravitaillement à la circonscription de Fort-Dauphin éprouvée par un cyclone qui causa plus de 200 millions de francs C. F. A. de dégâts matériels, n° **37** (p. 41).

3. Proposition, présentée par M. le colonel Bichon et les membres du groupe union-métropole-outre-mer (indépendants), tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des autorités locales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances les secours de première urgence destinés à venir en aide à la population affectée par le cyclone du 25 février 1951, n° **59** (p. 72). — Rapport de M. Thémia, n° **73** (p. 81).

4. Proposition, présentée par M. Georges Boussenot, Mme Emilienne Moreau, MM. A. Jacobson et Paul Tétau, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au territoire des Comores un montant supplémentaire de 50 millions de francs métropolitains, en vue du secours à apporter à la population de l'île d'Anjouan, sinistrée par les cyclones des 22 décembre 1950 et 28 novembre 1951, n° **349** (p. 410).

SOCIETES. — Voy.: PUBLICITÉ DES SOCIÉTÉS.

SOUDAN. — Voy.: F. I. D. E. S., § 3.

SOUSATTE

Voy.: STATUT DES MISSIONS.

STATISTIQUES. — Proposition, présentée par M. Jousselin, relative aux moyens à mettre en œuvre dans les pays d'outre-mer pour la réalisation des travaux et études démo-économico-sociales et l'organisation des services de statistiques, n° **173** (p. 193).

STATUT INTERARMES. — Voy.: PERSONNEL CIVIL DES ÉTATS-MAJORS.

STATUT DES MISSIONS. — Proposition, présentée par M. Sousatte, tendant à demander au Gouvernement de déposer un projet de loi instituant un statut légal des missions françaises en Afrique noire, n° **305** (p. 358). — Cette proposition a été retirée. (Séance du 18 décembre 1951.)

SYLVESTRE

Voy.: MARCHÉS. — RENTES VIAGÈRES, §§ 1, 2, 3. — RETRAITES, § 1.

T

TERRES AUSTRALES. — Voy.: Organisation administrative, § 4.

TETAU

Voy.: Coopératives de production, § 2.

THEATRE

1. Proposition, présentée par MM. Scelles, Griaule, Mlle Le Ber, Mme Lefaucheux, MM. Paul Catrice, Corval, La Gravière, de Peretti, Jousselin, K. Vignes, tendant à inviter le Gouvernement à créer un conservatoire d'expression arabe, n° **163** (p. 186).

2. Proposition, présentée par MM. Raphaël-Leygues, Georges Monnet, Sylvestre et Omer Sarraut, tendant à inviter le Gouvernement à envisager et parfaire la diffusion du répertoire classique français dans l'Union, n° **183** (p. 200). — Rapport de M. Raphaël-Leygues, n° **238** (p. 259). — Avis de M. Borrey, n° **259** (p. 295).

THEMIA

Voy.: Conseil économique, § 1. — Finances, §§ 1, 5. — Plan, § 1. — Sinistrés, § 3.

TOGO. — Voy.: Assemblées locales, § 3. — Chefs coutumiers. — Droits fonciers, §§ 1, 2, 4, 5. — Finances, § 10. — Justice, II, § 2; V, §§ 4, 13. — Municipalités, § 2.

TOURE

Voy.: Evénements de Porto-Novo. — Fides, § 4.

TRAITE AVEC LE JAPON. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de paix avec le Japon, n° **342** (p. 393).

TRANSCRIPTION

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicable aux établissements français de l'Océanie la loi n° 48-618 du 3 avril 1948 mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou de nantissements et au renouvellement de ces inscriptions, n° **303** (p. 357).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant, en ce qui concerne les établissements français de l'Océanie, les dispositions du décret du 30 décembre 1937 concernant le régime de la transcription, n° **304** (p. 357).

TRAVAIL

1. Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition n° 67 (année 1949) de M. Lapart, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à créer et organiser l'orientation professionnelle dans les territoires de l'Union française, n° **122** (p. 156).

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant création des centres d'études du travail et d'application psychotechniques et de centres de formation professionnelle rapide, n° **172** (p. 191). — Rapport de Mme Malroux, n° **276** (p. 327). — Avis de Mlle Le Ber, n° **316** (p. 364).

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 85 sur l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, n° **267** (p. 300).

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 84 concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, n° **268** (p. 302).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, sur l'organisation du travail de manutention dans les ports de l'Afrique équatoriale française, n° **300** (p. 354).

TRAVAILLEURS INDOCHINOIS. — Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition n° 222 (année 1950) de M. Paul Catrice, conseiller de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de valider comme services militaires, les services accomplis par les travailleurs indochinois en France, n° **36** (p. 40). — Avis de M. H.-G. Gaignard, n° **45** (p. 47).

TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS. — Voy. aussi: Affaires sociales, § 2.

Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution n° 229 (année 1949) de M. Paul Catrice et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi: 1° rendant applicables aux travailleurs algériens de l'industrie et du commerce les prestations familiales prévues par la loi du 22 août 1946 et les textes subséquents; 2° instituant pour ces travailleurs des allocations logement; 3° instituant le régime des allocations familiales agricoles en Algérie, n° **307** (p. 358).

TUNISIE. — Voy.: Juridiction supérieure.

V

VEHICULES AUTOMOBILES. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la loi n° 49-1476 du 17 novembre 1949 complétant la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles, n° **230** (p. 253).

Mme MARIANNE VERGER

Voy.: A. U. F., IX, § 2.

VIET-NAM. — Voy.: A. U. F., IX, § 1. — Juridiction supérieure.

Z

ZONES ARIDES. — Voy.: Déserts.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.